



Message du Président

Lorsque le Directoire a proposé pour ce Consistoire Supérieur le thème « Église et engagement citoyen », c'était à la fois en raison du contexte général de notre pays et de l'Europe, mais aussi parce que notre assemblée, pas plus que celle de l'Union, ne s'était plus penchée sur cette question depuis de longues années : en 1992, le Consistoire Supérieur de Niederbronn-les-Bains avait adopté un texte intitulé « Fondements et implications de l'engagement politique des chrétiens et de l'Église ». A cette époque, la problématique était encore marquée par la question des mandats politiques brigués par certains pasteurs ou responsables d'Église. Mais la portée de ce texte dépassait largement cette question et celui-ci constitue toujours encore une belle référence en la matière. Nous y reviendrons plus tard dans la journée.

Il ne vous aura pas échappé que la terminologie a un peu changé entre 1992 et aujourd'hui : nous avons préféré parler d'engagement **citoyen** plutôt que d'engagement **politique**. Ce n'est sans doute pas un hasard, car si les années 80 et 90 étaient encore marquées par les débats idéologiques des grands partis, la donne a beaucoup changé à notre époque où les mouvements citoyens de toute nature, souvent sans référence idéologique précise (cf. les gilets jaunes), ont gagné en influence par rapport aux partis traditionnels et à leurs grands récits historiques, socialisme ou libéralisme. Il y aurait fort à dire sur l'ambiguïté et les risques de cette évolution, qui n'est pas sans rappeler celle du monde religieux, où les spiritualités à la carte et les mouvements religieux sans référence confessionnelle semblent avoir davantage le vent en poupe que les cultes traditionnels se référant à des doctrines précises.

1. « Église et engagement citoyen » : un paradoxe biblique

Mais au-delà de cette évolution qui mériterait un débat en soi, la question du politique ou de l'engagement citoyen renvoie les chrétiens à la tension fondamentale que Jésus exprime dans sa grande prière de Jean 17, dans laquelle il rappelle qu'il est avec ses disciples « dans » le monde, mais pas « du » monde. Ce paradoxe a interpellé les chrétiens depuis l'origine : ainsi la lettre à Diognète, écrite par un chrétien anonyme entre 150 et 200 après Jésus Christ, donc dans les tous premiers temps du christianisme, répond à l'interrogation de Diognète, selon certains historiens procureur romain en Égypte, qui lui demandait de lui décrire la vie des chrétiens. Ce précieux document, retrouvé au XV^{ème} siècle sur un marché de Constantinople où il servait à emballer du poisson, a malheureusement disparu en 1870 dans l'incendie du Temple Neuf où il était conservé. L'auteur explique que, je cite : « *Les chrétiens ne se distinguent du reste des hommes ni par leurs pays, ni par leur langage, ni par leur manière de vivre ; ils n'ont pas d'autres villes que les vôtres, d'autre langage que celui que vous parlez ; rien de singulier dans leurs habitudes. (...) Ils habitent leur cité comme étrangers, ils prennent part à tout comme citoyens, ils souffrent tout comme voyageurs. (...) Comme les autres, ils se marient, comme les autres, ils ont des enfants (...) Les chrétiens sont dans le monde ce que l'âme est dans le corps* ». L'histoire du christianisme a montré que les chrétiens ont fini eux-aussi par instaurer des pratiques et des traditions qui les ont distingués des autres hommes. Mais leur vocation fondamentale était bien celle-là : non de se distinguer par des pratiques et des rites particuliers, mais de témoigner d'une autre réalité, que Jésus appelle le Royaume des cieux : « *Car le royaume de Dieu, ce n'est pas le manger et le boire, mais la justice, la paix et la joie, par le Saint-Esprit* » Romains 14,17.

Cette autre réalité, ce royaume annoncé par Jésus, a souvent été compris comme un au-delà du monde, un après-monde ou une après-vie. Certains passages bibliques ont été fortement sollicités par la tradition chrétienne, y compris protestante, dans ce sens : ainsi Philippiens 3,20 « *Mais notre cité à nous est dans les cieux, d'où nous attendons aussi comme Sauveur le Seigneur Jésus-Christ* » ou Hébreux 13,14 « *Car nous n'avons point ici-bas de cité permanente, mais nous cherchons celle qui est à venir* ». La prédication a alors invité les chrétiens à investir leur espérance dans l'au-delà, et donc à se désintéresser de l'ici-bas, vallée

de souffrances et de larmes qu'il faut traverser en tenant bon. Mais avec beaucoup d'autres, je suis profondément convaincu que le message du Royaume annoncé par Jésus - et c'est ce en quoi il est si dérangent - se situe sur les **deux plans** : nous sommes invités à être citoyens du Royaume « dans » ce monde, à en contester la logique de violence et de mort, à être témoins de la justice et de la vérité, donc à nous engager pleinement dans la société. Mais en même temps, à ne jamais identifier notre engagement avec le Royaume, dont certes les signes réels nous sont donnés par Dieu dès aujourd'hui, mais dont la plénitude reste à venir dans l'au-delà de nos vies et de nos morts.

2. « Église et engagement citoyen » : une exigence éthique pour notre témoignage

Pour les chrétiens, l'engagement citoyen, c'est aussi une manière de se comporter, une morale du quotidien. Et là, le Nouveau Testament, en particulier les épîtres, foisonne de recommandations nous invitant à une conduite bonne, par exemple Romains 12, 17-18 : « *Ne rendez à personne le mal pour le mal. Recherchez ce qui est bien devant tous les hommes. S'il est possible, autant que cela dépend de vous, soyez en paix avec tous les hommes* ». Parmi les comportements qui constituent un contre-témoignage, les excès ou les déviances liées à la **sexualité** et à l'**argent** sont régulièrement dénoncées dans les épîtres pauliniennes. Ainsi en Éphésiens 5,3 « *Que l'impudicité, qu'aucune espèce d'impureté, et que la cupidité, ne soient pas même nommées parmi vous, ainsi qu'il convient à des chrétiens* ». Si le sujet n'était pas aussi grave, on pourrait ironiser sur l'interprétation qu'on a pu faire de ce verset dans certaines Églises affichant une morale sexuelle rigoriste : la sexualité, on n'en parle pas ! On ne nomme pas les choses, parce que la façade doit rester immaculée ! On pense bien sûr à la vague de scandales qui secoue depuis des mois l'Église catholique, mais aussi la Convention Baptiste du Sud, une des Églises évangéliques américaines les plus conservatrices. L'accumulation de scandales dans l'Église de Rome a atteint un degré inégalé, révélé par des documentaires et des publications accablantes. Il aura fallu beaucoup de temps pour que la parole se libère et que soit acceptée l'idée que la justice des hommes doit s'exercer quel que soit le prix à payer. Il est vrai que lorsqu'une Église, quelle qu'elle soit, s'identifie elle-même au Royaume de Dieu, alors elle n'est plus dans le monde mais hors du monde et se considère au-dessus ou en dehors de la justice de celui-ci.

Il est intéressant là encore de constater la similitude entre les évolutions religieuses, sociologiques et politiques de notre temps : alors que nationalismes et populismes fleurissent, sur les slogans de « moi et nous d'abord, mon identité et ma tradition d'abord, et l'ennemi, c'est l'autre, l'étranger, l'extérieur », ces mêmes slogans alimentent les replis identitaires au sein de certaines Églises, notamment évangéliques ou pentecôtistes. J'ai ainsi été frappé par l'analyse du président du CNEF, Etienne Lhermenault, dans son discours devant la Conférence épiscopale réunie à Lourdes, imputant les scandales sexuels dans les Églises « *au lourd tribut que - je cite - nous payons tous, catholiques, évangéliques et athées, à l'hypersexualisation d'une société qui a cru trouver dans la libération des mœurs un remède à son mal-être et à ses aspirations. Or cette société récolte, quelques décennies plus tard, et nous avec elle, une tyrannie des désirs qui asservit et qui s'exerce au détriment des plus vulnérables* ». Ainsi donc, la faute, ce serait les autres, l'extérieur, la société dépravée qui nous entoure. Pas nous, pas notre organisation, pas notre théologie et ni notre conception de l'autorité. Étrange lecture, qui se réfugie derrière une vérité partielle pour mieux éviter le cœur du problème : une certaine conception du ministère, l'exercice de l'autorité et les risques d'abus qu'il génère, une conception du péché focalisée depuis Saint-Augustin sur la sexualité, et avant tout notre faiblesse humaine. Étrange discours pour des chrétiens qui prônent la sainteté et se veulent exemplaires : ils savent donc résister à tout sauf à la tentation venue de l'extérieur ? Ce serait vraiment trop simple de tout ramener à la déliquescence morale de notre société : la société romaine du début du christianisme n'avait rien à nous envier à cet égard, et pourtant, les chrétiens ont su faire souffler sur cette société permissive un vent de fraîcheur et de respect des plus faibles. A l'inverse, l'Église de la fin du Moyen-Age et de la Renaissance a connu des scandales tout aussi retentissants que ceux d'aujourd'hui. On pensait cette époque, qui a conduit à la Réforme protestante et plus tard à la Réforme catholique du Concile de Trente, définitivement révolue. La gravité de ce qui se passe à notre époque suggère cependant qu'une réforme radicale - un Vatican 3 ! - est peut-être à nouveau nécessaire dans l'Église catholique. En effet, cette crise ne me semble pas conjoncturelle, de sorte qu'elle serait réglée par le jugement et la condamnation des quelques déviants et coupables, elle est de nature systémique, comme la théologienne catholique Marie-Jo Thiel l'affirme dans un récent ouvrage. Elle est liée notamment à une conception du ministère héritée du Moyen-Age (un homme célibataire engagé à vie et à plein temps). Elle interroge surtout l'exercice de l'autorité et la conception de l'obéissance qui lui est liée.

Et ce dernier aspect nous concerne bien évidemment aussi. Partout où s'exerce une autorité, que ce soit dans la famille, à l'école, dans l'entreprise ou dans l'Église, les risques d'abus existent. Lorsque nous avons participé à l'Assemblée mondiale de la FLM en Namibie en 2017, nous avons été surpris par le code de conduite qu'il nous a fallu approuver, nous invitant à signaler tout comportement inapproprié à une équipe de personnes désignées à cet effet. De telles précautions m'ont paru excessives pour une aussi sainte assemblée, jusqu'au moment où a été évoqué dans un groupe de discussion le fait que dans certaines Églises, la promotion de femmes pasteures se faisait quelquefois grâce à des faveurs sexuelles accordées à leur évêque ou supérieur hiérarchique. Nous devons prendre très au sérieux cette crise, non seulement parce qu'elle discrédite l'ensemble des chrétiens et apporte de l'eau au moulin de tous les antireligieux militants, mais parce que nous pouvons aussi être concernés. C'est pourquoi, je proposerai au Conseil de l'UEPAL la création d'une cellule d'écoute et de vigilance sur cette thématique, et nous ferons le point sur les dispositions qui existent déjà ou qui sont à mettre en place pour protéger de potentielles victimes, en particulier dans les mouvements de jeunesse.

Toujours dans le registre éthique, ces derniers mois ont aussi été marqués par la recrudescence des actes antisémites et les dégradations de lieux de culte. Nous avons eu l'occasion de marquer publiquement et symboliquement notre solidarité avec les juifs et l'horreur que nous inspiraient ces actes. Pour autant, nous le savons, ces déclarations et condamnations ne suffisent pas, car ces comportements sont liés à la lame de fond que constitue la renaissance du populisme et des nationalismes. La mémoire des horreurs du passé se perd, les tabous sont levés, et ce sont désormais les cœurs et les esprits qu'il faut changer et à nouveau sensibiliser au danger. Personne ne dispose de la recette, mais l'éducation des jeunes est certainement une des clés de ce combat. Le groupe « Écoles et religions en dialogue », issu du Conseil scolaire de la Fédération Protestante de France que je préside, réunit depuis près de 3 ans les réseaux d'enseignement privés catholique, protestant, évangéliques, juifs et musulmans en vue d'une meilleure connaissance réciproque et de réflexions communes. Ce groupe vient d'adresser au Ministre de l'Éducation nationale, via la Conférence des Représentants des Cultes en France, une déclaration invitant l'Éducation nationale à se donner enfin les moyens de proposer un enseignement du fait religieux, comme le préconisait le rapport de Régis Debray en 2002. Il faut espérer que cette « bouteille à la mer » sera reçue, car un tel enseignement nous paraît une condition indispensable pour avancer dans la lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie et les autres formes de haine de l'autre différent. Quant aux dégradations de lieux de culte, elles marquent pareillement la perte du respect d'autrui et du bien commun, et sont l'expression d'un déficit éducatif. Elles doivent cependant être remises à leur juste place pour ne pas invoquer trop vite la profanation ou le sacrilège. En protestantisme, la seule profanation est celle qui s'en prend à la personne humaine, créature à l'image de Dieu. Une dégradation d'école ou de locaux publics me paraît tout aussi condamnable que celle d'une église : ce qui est en cause est de l'ordre de l'incivilité et du manque de respect du bien public. Ainsi, la paroisse de Neuwiller-lès-Saverne a-t-elle très bien réagi en déposant plainte pour les dégradations effectuées dans l'église St-Adelphe, mais sans mettre l'affaire sur la scène publique et dans les médias, ce qui est souvent l'effet recherché par les auteurs. En l'occurrence, il s'agissait de deux enfants de 8 et 4 ans.

3. « Église et engagement citoyen » : le débat politique nous concerne

Parmi les motifs qui nous ont conduits à proposer le thème d'aujourd'hui, la proximité des élections européennes n'était pas le moindre. Dans un contexte où le Brexit marque la faiblesse de l'Europe et y sème la confusion, cette crise, il faut l'espérer, renforcera la prise de conscience renouvelée de tout ce que l'Europe nous a apporté et peut encore nous apporter. Il nous paraissait donc important de revisiter nos fondamentaux dans ce domaine. Cette fois-ci, il ne s'agit plus simplement d'encourager à participer à un scrutin dont on sait qu'il bat généralement les records d'abstention, mais nous devons vraiment nous préoccuper des enjeux de notre avenir commun. C'est pourquoi, plutôt qu'une déclaration ponctuelle aux effets très incertains, nous avons préféré, avec nos Églises sœurs de Bade et du Palatinat, inviter à la réflexion à travers un document commun portant sur 6 thèmes fondamentaux : la **paix**, la **justice sociale**, la **justice climatique**, la **liberté et les droits humains**, l'**identité et la pluralité culturelle**, la **démocratie participative**. Nous allons porter cette déclaration sur la place publique le samedi de Pâques, à l'occasion d'une conférence de presse qui réunira les présidents et évêque des trois Églises à la Chapelle du Port du Rhin. Cette conférence sera suivie de la prière qui a lieu tous les samedis de Carême dans cette même Chapelle, dans ce lieu d'Europe ô combien symbolique !

Ces deux moments, le « politique » et le « religieux » veulent ainsi marquer à leur manière les deux plans que je soulignais dans ma première partie : « dans » le monde mais pas « du » monde, déjà et pas encore.

Ces jours-ci, notre Gouvernement essaye aussi de tirer les premières conclusions du **Grand Débat National**. Les commentaires sont unanimes pour souligner que l'exercice relève de la mission impossible, tant les attentes sont multiples et souvent contradictoires. Ainsi, pour reprendre un paradoxe maintes fois commenté, il y a unanimité sur le souhait de moins d'impôts, mais en même temps, on voudrait davantage de services publics dont la disparition - écoles, postes, trains, hôpitaux, ... - a suscité le sentiment d'abandon de certaines zones et a largement été à l'origine de la crise des gilets jaunes. Comment renforcer ces services publics en quantité et en qualité tout en payant moins d'impôts ? Cela me semble relever de la quadrature du cercle. Personnellement, je crains aussi que l'enjeu de la crise climatique, qui alimente d'ores et déjà les tensions géopolitiques, ne glisse sous le tapis sous l'effet des considérations de très court terme. Mais quelles que soient les suites concrètes de ce débat, dont je souhaite sincèrement qu'il permette à notre pays d'aller de l'avant sans générer trop de frustrations, le principal apport de ces innombrables réunions et cahiers de doléance aura été de libérer la parole et de rétablir la sérénité. Notre vie politique devrait en sortir transformée, dans la mesure où l'expression citoyenne directe devra être davantage prise en compte dans les processus de décision, sans remettre en cause la représentation nationale qui reste l'un des fondements principaux de notre démocratie. L'un des enjeux majeurs de cette participation citoyenne reste à cet égard la décentralisation encore très insuffisante dans notre pays, et caractérisée par un empilement des niveaux de décision et des compétences. Nous sommes le seul pays d'Europe de l'Ouest où l'essentiel des décisions est pris dans la capitale pour 67 millions de citoyens ! C'est une source de difficulté pour le dialogue social et politique, et certainement aussi une source de surcoût et d'inefficacité.

Ici ou là, nous avons été interpellés pour savoir si l'UEPAL allait s'engager dans le Grand Débat en tant que telle, ou recommander à ses paroisses de le faire. Il me semble que ce n'est pas là notre rôle. C'est pourquoi nous nous sommes associés à la déclaration de l'Assemblée Générale de la Fédération Protestante de France invitant les protestants à s'engager dans ce débat comme citoyens, porteurs de réflexions et de ressources qui nous sont propres, à travers nos engagements pour la liberté, la solidarité et la responsabilité, portés notamment par nos œuvres et mouvements (CIMADE, Église Verte, œuvres sociales et sanitaires, ...). Notre apport spécifique dans le débat sera aussi une parole de **confiance** et de **vérité**, dans un monde où la méfiance et le mensonge organisé prennent le dessus, une parole de **paix** et d'**espérance** dans une société marquée par des débordements violents et une désespérance sans perspective. La « petite fille espérance » évoquée par Charles Péguy à côté de ses grandes sœurs la foi et l'amour est sans doute la plus menacée de nos jours. A quoi bon croire et aimer, s'il n'y a plus de perspective d'avenir ?

Espérer contre toute espérance, c'est l'invitation de l'apôtre Paul en Romains 4,18, qui nous rappelle que ce fut là le chemin de notre père Abraham « devenu père d'un grand nombre de nations ». Espérer contre toute espérance, c'est l'invitation du matin de Pâques que nous fêtons dans une semaine. Ce fut là le chemin du Christ meurtri, humilié et assassiné, qui s'est relevé d'entre les morts pour engendrer une multitude de pèlerins de l'« invincible espérance ».

Christian Albecker